



La Défense, le 31 octobre 2014

MESSAGE 2014 – 51

Remettre les choses à leur juste place !

Cher(e)s collègues,

Les évènements de ces derniers jours à Albi, Gaillac, Nantes, Rouen, Paris ou encore Rennes notamment, sans prétendre ici être exhaustif, nous imposent de rappeler un certain nombre de faits et réalités.

Sous ce qui n'est désormais plus qu'un prétexte (le tragique décès de Rémi Fraise à Sivens), de graves violences ont été commises par des individus dont nous souhaitons rappeler avec force les véritables motivations et le vrai visage.

Depuis plusieurs mois, des activistes de la mouvance d'ultra gauche viennent s'agréger à des mouvements de mécontentement écologistes. Prenant pour prétexte, les "Grands Projets Inutiles et Imposés", ces derniers exercent des violences extrêmement graves à l'égard des forces de l'ordre avec la volonté revendiquée de porter atteinte à leur intégrité physique (jets de cocktail Molotov, d'engins explosifs, slogan transparent sur leurs intentions "un flic, une balle", sites piégés pour blesser les forces de l'ordre...).

Cette mouvance de type black block, exploitant à l'envi son thème fétiche des violences policières et de la répression, multiplie les manifestations et se greffe à tout rassemblement contestataire dans le but affiché de les faire dégénérer et de créer un climat insurrectionnel. A titre d'exemple, à Rennes, hier soir encore, une partie des manifestants a distribué un tract dénonçant la "terreur policière" qui ne "saurait survivre à la mort d'un camarade" appelant également à bloquer lycées, universités, gares, villes, et à occuper la rue.

Face à ces situations particulièrement graves, porteuses de menaces sérieuses dans le climat actuel, le Syndicat des Commissaires de la Police Nationale appelle chacun à mesurer avec précision sa responsabilité, en particulier ceux qui s'improvisent en donneurs de leçons, en déplaçant le débat sur l'utilisation des armes intermédiaires par les forces de l'ordre ou en questionnant la légitimité des forces de sécurité en France.

Nous restons convaincus, même si peuvent être interrogées ou réactualisées, la nature des matériels employés comme leurs procédures de mise en œuvre, que les policiers doivent disposer des moyens indispensables et gradués pour assurer leurs missions et leur propre sécurité.

Retirer durablement des moyens de riposte intermédiaires porte à terme le germe d'un choix, nous semble-t-il dangereux, s'il n'est pas mûrement réfléchi.

En effet, soit les policiers n'auront plus les moyens de remplir leurs missions et la question devra se poser de laisser la place à des troubles importants, ce qui est d'ailleurs un des objectifs affichés par la mouvance anarchiste. Soit s'imposera l'application stricte des textes sur la légitime défense, qui ne laissera au policier que l'option du recours à l'arme individuelle, dans les situations les plus critiques, avec son lot de conséquences.

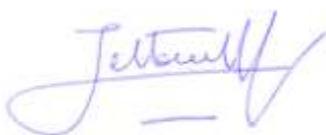
C'est aujourd'hui en ces termes que se pose le délicat équilibre entre le droit de manifester pour la population (avec ce qui relève d'un "désordre acceptable") et "l'ordre républicain indispensable".

Alors que des rassemblements s'annoncent dans les jours qui viennent, avec des risques sérieux en termes d'ordre public, le Syndicat des Commissaires de la Police Nationale, sera particulièrement attentif et vigilant à ce que les orientations d'aujourd'hui, dans un contexte certes difficile, ne dessinent pas la police impuissante de demain.

Céline BERTHON
Secrétaire Général



Jean-Luc TALTAVULL
Secrétaire Général Adjoint



Richard THERY
Secrétaire Général Adjoint

